



## CHAPITRE 73

Loi concernant La Commission des écoles catholiques de Montréal

[Sanctionnée le 26 juin 1963]

## CHAPTER 73

An Act respecting The Montreal Catholic School Commission

[Assented to 26th June 1963]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que La Commission des écoles catholiques de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans son intérêt que soient modifiées certaines dispositions des lois qui la régissent;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1957-58,  
c. 53, a.  
20, remp.

**1.** L'article 20 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 53 est remplacé par le suivant:

Montant  
payable  
par la cité.

**"20.** Le montant que la cité de Montréal doit payer à La Commission des écoles catholiques de Montréal, quant à la liste numéro un, en vertu de la loi 32 Victoria, chapitre 16, et de ses amendements, pour le soutien des écoles catholiques relevant, dans la cité, de la juridiction de la Commission, est le résultat d'un pourcentage déterminé par la Commission et appliqué à la valeur totale des propriétés immobilières imposables dans la cité et inscrites sur la liste numéro un. Ce pourcentage est fixé par une résolution de la Commission chaque année avant le premier avril, mais il ne doit pas excéder deux pour cent; pour l'année scolaire 1963-1964, il doit être fixé aux mêmes conditions, avant le premier juillet 1963. Le pourcentage ainsi établi par la Com-

**W**HEREAS The Montreal Catholic School Commission has, by its petition, represented that it is in its interest that certain provisions of the acts governing it be amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Section 20 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 53, is replaced by the following:

**"20.** The amount which the city of Montreal shall pay to the Montreal Catholic School Commission, in respect of panel number one, under the act 32 Victoria, chapter 16, and its amendments, for the support of the Catholic schools, in the city, under the jurisdiction of the Commission, shall be the proceeds from a percentage determined by the commission and applied to the total value of the taxable immoveable properties in the city and entered on panel number one. Such percentage shall be fixed by a resolution of the commission before the first of April each year, but shall not exceed two per cent; for the school year 1963-1964 it shall be fixed, on the same conditions, before the first of July 1963. The percentage so fixed by the Commission

Amount  
payable  
by city.

mission sert à déterminer le montant que la cité de Montréal doit payer à La Commission des écoles catholiques de Montréal pour l'année scolaire commençant le premier juillet qui suit l'adoption de la résolution. Avis de la résolution doit être donné par lettre recommandée mise à la poste dans les cinq jours qui suivent l'adoption de la résolution et adressée au directeur des finances de la cité de Montréal.

Disposi-  
tions mo-  
difiées.

Les dispositions de la charte de la cité de Montréal concernant la taxe que la cité est autorisée à prélever pour se rembourser de la contribution versée à la Commission sont en conséquence modifiées *mutatis mutandis*.

Municipa-  
lités af-  
fectées.

Les présentes dispositions s'appliquent *mutatis mutandis* à toute municipalité dont le territoire, en totalité ou en partie, relève de l'autorité de La Commission des écoles catholiques de Montréal pour fins scolaires et à toute municipalité dont le territoire pourra, pour fins scolaires, faire partie à l'avenir du territoire de la Commission."

1869, c.  
16, a. 29,  
mod.

2. Le paragraphe 3 de l'article 29 de la loi 32 Victoria, chapitre 16, remplacé par l'article 8 de la loi 2 George V, chapitre 28, et modifié par l'article 3 de la loi 2 George VI, chapitre 66, et par l'article 6 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Liste nu-  
méro  
trois.

"3. La liste numéro trois comprendra la propriété foncière appartenant à des corporations ou à des compagnies constituées en corporation et assujettie à la taxe en vertu de la présente loi, ou détenue pour leur compte par des individus, ou appartenant à des personnes qui n'appartiennent ni à la religion catholique ni à la religion protestante ni à la religion juive, ou dont la religion n'a pu être connue, ou en partie ou conjointement à des personnes appartenant, les unes à la religion catholique et les autres à la religion protestante ou à la religion juive, ou à des maisons de commerce ou sociétés commerciales qui n'auront pas déclaré, par leur agent ou un de leurs membres, leur désir d'être inscrites sur la liste numéro un ou sur la liste numéro deux."

shall be used to determine the amount which the city of Montreal shall pay to The Montreal Catholic School Commission for the school year beginning on the first of July following the adoption of the resolution. Notice of the resolution shall be given by registered letter mailed within five days after the adoption of the resolution and addressed to the director of finance of the city of Montreal.

The provisions of the charter of the city of Montreal respecting the tax which the city is authorized to levy to recoup itself for the contribution paid to the Commission are amended accordingly *mutatis mutandis*.

Provi-  
sions  
amended.

These provisions shall apply *mutatis mutandis* to any municipality whose territory is wholly or partly under the authority of The Montreal Catholic School Commission for school purposes, and to any municipality whose territory may hereafter form part, for school purposes, of the territory of the Commission."

Municipa-  
lities  
affected.

2. Paragraph 3 of section 29 of the act 1869, c. 16, s. 29, replaced by section 8 of the act 2 George V, chapter 28, and amended by section 3 of the act 2 George VI, chapter 66, and by section 6 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 124, is again amended by replacing the first paragraph by the following paragraph:

1869, c.  
16, s. 29,  
am.

"3. Panel number three shall consist of the real estate belonging to corporations or incorporated companies and subject to taxation under this act or held on their behalf by individuals or belonging to persons not of the Roman Catholic or Protestant or Jewish faith, or whose religious faith shall not have been ascertained, or belonging partly or jointly to persons belonging some to the Roman Catholic and others to the Protestant or Jewish religion, or to business firms or commercial partnerships who shall not have declared through their agent or one of their members their desire of being placed on panel number one or panel number two."

Panel  
number  
three.

1919, c.  
37, s. 1,  
remp.

**3.** L'article 1 de la loi 9 George V, chapitre 37, remplacé par l'article 15 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 53, est de nouveau remplacé par le suivant:

**3.** Section 1 of the act 9 George V, chapter 37, replaced by section 15 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 53, is again replaced by the following:

Emprunts  
tempo-  
raires au-  
torisés.

**“1.** Avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, La Commission des écoles catholiques de Montréal peut effectuer des emprunts temporaires au moyen de bons du trésor, billets et autres effets négociables, par anticipation du paiement de la subvention du gouvernement ainsi que des sommes dues à l'égard du soutien des écoles par les municipalités dont le territoire relève en tout ou en partie de l'autorité de la Commission pour fins scolaires.

**“1.** With the previous approval of the Quebec Municipal Commission, the Montreal Catholic School Commission may effect temporary loans by means of treasury bonds, notes and other negotiable securities, in anticipation of the payment of the grant of the government, as well as the sums due respecting the support of schools by the municipalities whose territories are subject wholly or partly to the jurisdiction of the Commission for school purposes.

Durée  
limitée.

Ces emprunts ne devront pas dépasser une période de six mois ni excéder un montant égal à la somme de cinquante pour cent de la subvention du gouvernement pour l'année précédente, plus cinquante pour cent des sommes dues pour l'année courante à l'égard du soutien des écoles par les municipalités.”

Such loans shall not be for a period of more than six months nor shall they exceed an amount equal to the sum of fifty per cent of the grant of the government for the preceding year, plus fifty per cent of the sums due for the current year respecting the support of schools by the municipalities.”

Entrée en  
vigueur.

**4.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**4.** This act shall come into force on the day of its sanction.